

Mais elle ne s'arrête pas là : l'Histoire de la Commune montre qu'en période révolutionnaire, alors que le pouvoir ouvrier se met peu à peu en place, le pouvoir bourgeois ne disparaît pas : la période de double pouvoir ne se termine qu'avec la victoire de l'une ou l'autre des forces en présence, et pas la victoire électorale, mais la victoire militaire. Toute révolution socialiste est une guerre civile, un moment crucial où la violence des classes opprimées s'oppose à la violence des classes possédantes. Et une guerre civile ne se fait pas en improvisant.

2) La « spontanéité révolutionnaire » du prolétariat ne peut suffire pour remporter la victoire sur la bourgeoisie centralisée, im-pitoyable, forte de traditions séculaires, et encore dotée du pouvoir économique. L'insurrection armée et la conduite militaire de la guerre civile ne peuvent être laissées au hasard de la mobilisation des masses. Le fait que, dans des conditions qualitativement semblables, les bolcheviks de 1917 aient réussi ce que les communards de 1871 ont manqué, met en pleine lumière le rôle primordial d'un parti révolutionnaire implanté. Et ce n'est pas une simple hypothèse d'école que de concevoir ce qu'aurait pu faire un parti révolutionnaire, doté d'un programme révolutionnaire, avec des chefs, des cadres, et une implantation réelle dans la classe ouvrière : en septembre 1870, Marx, considérant que l'insurrection serait une « folie désespérée » conseille aux ouvriers français (Seconde adresse du Conseil Général de l'Internationale) : « ... Que calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. »

Un parti révolutionnaire, conscient du but, conscient qu'« en révolution, une énergie supérieure correspond à une humanité supérieure » (Trotsky), n'aurait pas laissé échapper ses ennemis désarmés le 31 octobre et le 18 mars, n'aurait pas hésité à s'emparer de la Banque de France, n'aurait pas, par une incurie militaire incroyable, livré Paris aux canailles bourgeoises, n'aurait surtout pas perdu un temps précieux en négociant, en préparant des élections légales, « en attendant que Thiers commence la guerre civile ».

Mais un parti révolutionnaire avait besoin de temps pour se former. C'est ce qu'a compris la bourgeoisie française en ne laissant pas à la Commune le temps de s'organiser, le temps de souffler un peu, en refusant la conciliation pourtant demandée par la majorité du pays. La défaite de la Commune est là. Et ceux qui s'extasient devant ce qu'a de merveilleux la spontanéité révolutionnaire des masses ne reconnaissent, dans la Commune, que ce qui a causé sa perte. Ces ultra-gauchistes, comme tous leurs semblables, ne sont que des réformistes à phraséologie révolutionnaire, leur digne précurseur (entre autres) se révélant être Kautsky qui, lui aussi, approuvait en son temps la « spontanéité » des communards :

« Kautsky s'attache avec ardeur à démontrer que la Commune de Paris ne fut pas « artificiellement » préparée, mais surgit spontanément, prenant les révolutionnaires à l'improviste, contrairement à la révolution russe d'octobre-novembre qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réac-

tionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne et, partant, pour ne s'y être pas préparés, ou si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment au-devant des événements. » (L. Trotsky « Terrorisme et Communisme »).

C) Célébrer la Commune

Il y a cent ans seulement que s'ébauchait la première République Proletarienne. D'autres ont vu le jour depuis, et si la trahison et la destruction du mouvement ouvrier par la bureaucratie soviétique ont amené l'Histoire à piétiner pendant plus de 40 ans, la roue s'est remise en marche, et de nouvelles générations révolutionnaires partent à l'assaut du vieux monde. La Commune n'est pas morte. De ceux qui fêteront son centenaire, beaucoup voudraient l'enterrer à jamais, la fixer définitivement dans l'image de la défaite et de l'écrasement. Bourgeois et bureaucrates, qui préfèrent de loin les révolutionnaires morts aux révolutionnaires vivants, ont la même pensée, rassurée, rassurante : elle est plus grande morte que vivante. Et moins dangereuse.

Les révolutionnaires, qui poursuivent dans le monde entier le combat des Communards, fêteront ce centenaire en n'oubliant pas que les massacreurs de la classe ouvrière parisienne, Thiers, le « sinistre vieillard », Trochu, le « crétin militaire », Favre le faussaire, Vinoy le coupe-jarret bonapartiste, d'Aurelles de Paladines, le général jésuite, le général de Galliffet, le souteneur de sa femme, « les loups les cochons et les chiens de la vieille société » (K.M.), sont toujours là, sous d'autres noms. Et en s'organisant pour qu'ils aient bientôt à payer la dette historique, intégralement.

P. SABATHÉ.
Février 1971.